

DOUBLE JEU

Les bonnes affaires du patronat US avec le Reich



Alors que la polémique se poursuit entre anciens alliés sur leurs rôles respectifs dans la Seconde Guerre mondiale, Vladimir Simonov oppose la duplicité des Anglo-saxons à l'engagement sans faille des Soviétiques. Il évoque le double jeu des États-Unis jusqu'à la fin du conflit : d'un côté l'action héroïque de ses soldats contre la Wehrmacht, de l'autre le commerce secret de son grand patronat avec le Reich. Un point de vue qui reste courtois, puisqu'il évite de mentionner le rôle de Prescott Bush, mais qui traduit l'exaspération des Russes devant la réécriture de l'Histoire à laquelle se livre la nouvelle puissance dominante.

page 2

Levée de bouclier contre le retrait de Gaza

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le Premier ministre israélien est doublé sur son extrême droite. Daniel Mandel, du Middle East Forum, affirme que le plan de retrait de Gaza est un soutien tacite du général Sharon aux « terroristes », en conséquence de quoi il appelle l'administration Bush à y faire barrage. De son côté, Natan Sharansky, ministre de la Diaspora et de Jérusalem, proche de l'administration Bush, claque la porte et publie sa lettre de démission.

page 8

REPÈRE : 11 AVRIL 1948

La France et ses « bonnes élections » algériennes

Alors que les représentants des « indigènes » demandent l'association ou l'indépendance, le statut de l'Algérie du 20 septembre 1947 maintient l'Algérie sous le pouvoir exécutif d'un gouverneur nommé par Paris. On dénombre alors en Algérie 922 000 « Européens » et 7 860 000 « Musulmans ». En 1948, le gouverneur d'Algérie ordonne à l'administration de faire de « bonnes élections ». « Alors que le premier tour laissait pressentir une nette victoire du MTLD (Messali Hadj), une gigantesque opération de truchage dénatura totalement le scrutin du second tour. Le bourrage des urnes, l'arrestation préventive des assesseurs suspects et le quadrillage des douars par l'armée aboutissaient à "Télélection" de 41 candidats administratifs (sur 60) (...) (Ces pratiques) désespérèrent les Musulmans mais gagnent l'amitié reconnaissante des Français d'Algérie. Persuadés que la ruse et la force pourraient maintenir le statu quo, ceux-ci ne firent aucune concession ». On comprend la sombre prophétie qu'aurait formulé Ferhat Abbas devant le maréchal Juin : « Il n'y a plus d'autre solution que les mitraillettes ». ■



L'ACTION SOCIALE DE CUBA ET DU VENEZUELA

La *Déclaration finale de la première réunion entre Cuba et le Venezuela pour l'adoption de l'alternative bolivarienne aux Amériques* détaille la poursuite de l'engagement mutuel des deux pays pour s'épauler dans leurs efforts de transformation sociale. Elle permet de juger de l'action véritable de leurs gouvernements respectifs. Parmi les points les plus importants figure notamment l'inauguration cette année de plus de 1 200 centres de soins de santé gratuits au Venezuela, grâce à l'aide de quelques 30 000 médecins cubains déployés dans le pays. En outre, ils assureront la formation de 40 000 médecins vénézuéliens pour garantir la pérennité du système de santé. La partie éducative de l'accord porte sur l'accès actuel de 1 262 000 Vénézuéliens à l'alphabétisation (Robinson I) et à l'éducation secondaire (programme Robinson II), soutenus par l'État cubain. À l'issue de cette campagne, le Venezuela devrait être déclaré deuxième pays latino-américain libéré de l'illettrisme.

(Notre photo : les délégations cubaines et vénézuéliennes, réunies les 27 et 28 avril à La Havane, Cuba, derrière les portraits de José Martí et Simón Bolívar). ■

Double jeu

Les bonnes affaires du patronat US avec le Reich

Alors que la polémique se poursuit entre anciens alliés sur leurs rôles respectifs dans la Seconde Guerre mondiale, Vladimir Simonov oppose la duplicité des Anglo-saxons à l'engagement sans faille des Soviétiques. Il évoque le double jeu des États-Unis jusqu'à la fin du conflit : d'un côté l'action héroïque de ses soldats contre la Wehrmacht, de l'autre le commerce secret de son grand patronat avec le Reich. Un point de vue qui reste courtois, puisqu'il évite de mentionner le rôle de Prescott Bush, mais qui traduit l'exaspération des Russes devant la réécriture de l'Histoire à laquelle se livre la nouvelle puissance dominante.



Lire cet article en

 [Español](#)

Il avait le profil d'une pièce de monnaie romaine. Le nez fier d'un patricien, des rides harmonieuses sur un visage ascète et las. Albert Kotzebue, en 1945 lieutenant au 273e régiment de la 69e division d'infanterie de la Première armée états-unienne, vieillissait en beauté. Ce qui lui faisait ressentir plus intensément les joies de la vie. Lorsque j'avais fait sa connaissance à Chicago au milieu des années 80, le colonel en retraite Kotzebue faisait des études de droit et de durs examens universitaires l'attendaient la semaine suivante. Il avait rendez-vous avec la mort deux années plus tard, mais seul Dieu était au courant.

Mais à l'époque Kotzebue était d'attaque et généreux. Il m'avait offert en souvenir un fac-similé du numéro du *Star and Stripes* avec le texte historique,

canonique même, que le correspondant de guerre Andy Rooney avait dicté par radio.

Nous le lisons avec les yeux de gens fatigués par le scintillement des écrans d'ordinateurs. Et bien souvent c'est par Internet que l'on apprend que le 60e anniversaire de la Grande Victoire approche.

Une feuille de papier jaunâtre, un peu plus dense qu'à l'ordinaire. Avec un titre occupant toute la largeur : « *Les yankees rencontrent les rouges* ». « *Les armées américaine et russe ont fait leur jonction à 75 milles au sud de Berlin, séparant l'Allemagne en deux et obturant le dernier espace qui existait entre les fronts oriental et occidental. La jonction annoncée hier simultanément à Washington, Moscou et Londres a eu lieu mercredi à 16h40 à Torgau, sur l'Elbe... La meilleure description des soldats russes est celle-ci : ils ressemblent comme deux gouttes d'eau aux américains... On est envahi par un sentiment de joie irrésistible, un nouveau monde immense s'ouvre...* »

Cet élan d'allégresse, Kotzebue l'avait vécu. Cette jonction, il l'avait vue de ses propres yeux. Le lieutenant commandait un détachement de soldats états-uniens qui avaient serré la main de leurs homologues soviétiques sur l'Elbe.

Ses hommes avaient-ils été les premiers ? Comme en ce qui concerne le drapeau rouge planté sur le Reichstag, l'histoire de la rencontre sur l'Elbe est auréolée de mythes. Quoi qu'il en soit, on dit que le détachement d'Albert Kotzebue avait quand même devancé de quatre heures et demie celui du lieutenant William Robertson, qui lui aussi avait percé en direction des Soviétiques. Pour Kotzebue, cela ne revêtait aucune importance. La guerre n'est pas un sport, m'avait-il dit. Et à Chicago il m'avait relaté comment cela s'était passé.

À l'aube, l'état-major du bataillon avait donné l'ordre à Kotzebue d'envoyer une patrouille vers l'Elbe pour voir si les Soviétiques ne s'y trouvaient pas.



Troupes soviétiques avançant vers l'Allemagne hitlérienne durant la Seconde Guerre mondiale. C'est l'Armée Rouge qui fit le plus gros effort de guerre permettant la libération de l'Europe du nazisme.

(Photo : RIA Novosti)

Avec 28 hommes embarqués à bord de sept jeeps, il s'était difficilement frayé un chemin à travers une foule de réfugiés et de déserteurs allemands déguisés à qui

mieux mieux. Une mascarade ! L'Elbe se trouvait à une vingtaine de milles, ils ne l'atteignirent pourtant que vers 11h30 du matin.

De l'autre côté du fleuve on apercevait effectivement des silhouettes kaki coiffées des calots caractéristiques de l'Armée Rouge. Ce tableau, Kotzebue le conservera toujours en mémoire. Les Américains tirèrent dans le ciel deux fusées vertes, histoire de rassurer les alliés. Les Soviétiques se montrèrent méfiants. Ils avaient déjà été bernés par les Allemands qui s'étaient fait passer pour des yankees. Après plusieurs échanges de propos et de signaux les Soviétiques firent signe de les rejoindre.

Mais comment traverser ? Pas en jeep quand même ! Accompagné de six hommes, Kotzebue inspecta la rive en aval et finit par trouver deux barques. Les chaînes qui les fixaient furent brisées à coups de crosses.

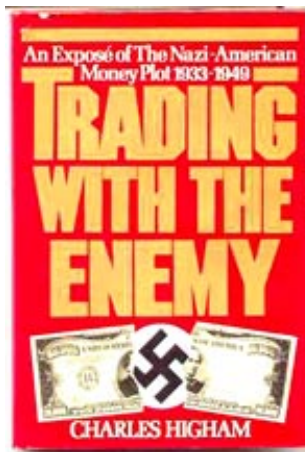
Toute la nuit durant, la Lune assista à des ripailles ponctuées de toasts : buvons à la santé de Staline, à la santé de Roosevelt, à l'Armée Rouge, à la fin de la guerre... Au petit matin un accordéon et des guitares apparurent. Les Soviétiques chantaient déjà *Suoni River* tandis que les États-Uniens entonnaient *Katioucha*...

À Chicago j'avais demandé à Kotzebue si à l'époque il avait pris conscience du caractère historique du moment. Il avait répondu en hochant la tête :

► « *Bien sûr. La formule était simple. Une guerre terrible, dans laquelle l'humanité tout entière avait été entraînée, venait de prendre fin. Notre fraternité avec un autre peuple, avec les Russes, s'était avérée plus forte que le mal. Je suis croyant, pour moi il y aura toujours dans cela le triomphe biblique de la lumière sur les ténèbres...* »

En ce mercredi 25 avril 1945, sur l'Elbe, Kotzebue et le lieutenant Gordeïev - le seul nom russe dont il se rappelait - créèrent l'histoire moderne.

Le même jour, à San Francisco, s'ouvrait une conférence internationale qui devait donner naissance à l'Organisation des Nations Unies, dont la mission était de mettre de l'ordre de toute urgence dans le monde de l'après-guerre.



Dans son bureau au *New York Times*, le journaliste et futur historien Charles Higham entamait l'œuvre de sa vie, à savoir une étude considérée comme hérétique à l'époque et qui l'est restée aux yeux de certains aujourd'hui. Cette étude devait finalement aboutir au livre retentissant *Trading with the Enemy* (Commerce avec l'ennemi) [1].

Ce livre avait un sous-titre dont le sens aurait très probablement échappé à la connaissance Albert Kotzebue. Et s'il l'avait saisi, il ne l'aurait pas cru et aurait voué son auteur aux enfers.

Ce sous-titre, le voici : *An Exposé of the Nazi-American Money Plot 1933-1949* (Révélation du complot financier américano-nazi de 1939-1949).

Bien des choses en effet étaient à dénoncer. Les faits découverts par Higham dans des documents déclassifiés en provenance des Archives nationales des États-Unis et d'autres sources révèlent que pendant la guerre ces piliers du business américains que sont Standard Oil of New Jersey, Chase Manhattan Bank, Texas Company, International Telephon and Telegraph Corporation, Ford, Sterling Products, etc., etc. avaient collaboré avec le Reich hitlérien.

Cette coopération, démontrée preuves à l'appui par l'auteur de *Trading with the Enemy*, n'avait suscité aucune condamnation de l'administration des États-Unis des années de guerre, notamment du secrétaire au Commerce, Jesse Jones, du secrétaire aux Finances, Henry Morgenthau et des hauts fonctionnaires du Département d'État.

Il s'agissait d'une formule de la guerre tout à fait différente et bien plus complexe. Elle n'avait absolument rien de commun avec la naïve euphorie d'Albert Kotzebue. L'histoire, ce n'est pas la *Bible*. La lumière n'y triomphe pas toujours des ténèbres. Examinons certains secrets de ces transactions avec l'ennemi avec les yeux d'un soldat de la Seconde Guerre mondiale.

Quand Albert Kotzebue et sa Première armée progressaient vers l'Elbe à la rencontre des Soviétiques et pendant que les États-Uniens en Amérique et les Britanniques sur les îles britanniques faisaient la queue aux pompes à essence, la Standard Oil of New Jersey envoyait du pétrole via la Suisse neutre pour remplir les réservoirs des blindés hitlériens [2].

Quand les soldats des armées alliées avançaient vers l'Elbe, ils étaient fréquemment attaqués par des bombardiers à croix gammées noires dotés de moteurs venant tout droit des usines Ford implantées en Europe occupée [3].



Troupes soviétiques et états-uniennes défilant conjointement sur les ruines du III^e Reich

(Photo : RIA Novosti)

Pendant toute la durée de la guerre les usines de la firme états-unienne, notamment celles de Poissy, dans les environs de Paris, ont fabriqué des moteurs d'avion, des camions et des voitures. Pour l'Allemagne nazie et avec

l'assentiment des propriétaires états-uniens, bien évidemment. « *Au début de cette année nous nous engageons à tout faire pour la victoire finale* », affirmait le journal d'entreprise Ford en Allemagne [4].

Quand les soldats avançaient vers l'Elbe, Walter Schellenberg, le chef du SD, le service de contre-espionnage de la Gestapo, était à la même époque l'un des directeurs de... l'International Telephon and Telegraph Corporation (ITT) états-unienne. L'auteur de *Trading with the Enemy* a établi que pendant la guerre le patron d'ITT, Sostenes Behn, s'était rendu de New York à Madrid et à Berne pour envisager les moyens à mettre en œuvre pour affiner les systèmes de communication de l'armée allemande [5].

Au mois de mai 1944, quand les soldats avançaient en direction de l'Elbe, le président de la Banque des règlements internationaux (BIR) contrôlée par les nazis, Thomas McKittrick, s'était rendu aux bureaux de Bâle, en Suisse, pour présider l'assemblée annuelle du Conseil d'administration [6], la quatrième depuis le début de la guerre. Avec l'émissaire hitlérien Emil Puhl il avait débattu d'un événement d'importance, à savoir l'arrivée dans les coffres de la BIR de lingots d'or de 20 kilogrammes pour une somme de 378 millions de dollars.

Cet or avait été volé dans les banques des pays occupés. Charles Higham écrit qu'il s'agissait aussi d'articles en or - montures de lunettes, alliances, porte-cigarettes, couronnes dentaires de déportés - qui avaient été refondus dans les sous-sols de la Reichsbank.

Au mois de mars 1943, un congressman [7] avait proposé une résolution réclamant une enquête sur les opérations de la BIR. Il s'interrogeait sur les « *raisons pour lesquelles un citoyen américain assumant la présidence d'une banque est utilisé pour promouvoir les intérêts et les objectifs des puissances de l'Axe* » [8]. Le Congrès des États-Unis n'avait même pas jugé bon d'examiner la résolution.

Ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses histoires documentaires contenues dans le livre-enquête *Trading with the Enemy*. Elles sont toutes plus éloquentes les unes que les autres. Il est heureux que l'ouvrage de Charles Higham soit sorti des presses après la disparition d'Albert Kotzebue.

On y repense involontairement quand on entend aujourd'hui des gens à l'étranger - et en Russie aussi - dire avec compassion combien il avait dû être difficile aux alliés occidentaux de se résigner à s'allier avec ce diabolique Staline ! Aux États-Unis d'enfreindre leurs principes démocratiques en prêtant assistance au régime despotique des Soviétiques dans le cadre du Prêt-Bail.

Je pense que Moscou, assez bien informé par ses services de renseignement sur les accointances des élites bancaires et industrielles des États-Unis avec Hitler, éprouvait lui aussi bien des doutes d'ordre moral.

Cependant, la veille de l'anniversaire de la Grande Victoire commune, il ne serait pas opportun de calculer en pourcentages lequel des alliés a péché le plus [9]

En dernière analyse, les vainqueurs ce sont le Soviétique Gordeev et l'États-unien Kotzebue qui s'étaient rencontrés sur l'Elbe voici soixante ans.

Vladimir Simonov

Analyste politique pour RIA-Novosti

[1] *Trading with the Enemy. An Exposé of the Nazi-American Money Plot 1933-1949* par Charles Higham, Delacorte Press, New York

[2] « **Exxon-Mobil, fournisseur officiel de l'Empire** » par Arthur Lepic, *Voltaire*, 26 août 2004.

[3] Au cours de ses bombardements massifs, l'US Air Force a détruit la quasi-totalité de l'appareil industriel de l'Axe, à l'exception des usines appartenant à des États-Uniens. NdlR.

[4] « *At the begining of this year we vowed to give our best and utmost for final victory, in unshakable faithfulness to our Führer* », cité par Higham p. 156.

[5] Lire également *The Sovereign State. The Secret History of ITT* par Anthony Sampson, Hodder and Soughton éd., 1973.

[6] Signalons à l'attention de nos lecteurs francophones que, selon les documents reproduits par Higham, sur la vingtaine d'administrateurs de la BIR, on relevait le Belge Alexandre Galopin et les Français Yves Breart de Boisanger, baron Georges Brincard et marquis Louis de Vogüe. Sur le volet français de cette affaire, on se reportera à *Industriels et banquiers sous l'Occupation. La Collaboration économique avec le Reich et Vichy* par Annie Lacroix-Riz, préface de Jean Ziegler, Armand Colin éd., 1999.

[7] Il s'agit de Jerry Voorhris, représentant de Californie. Une résolution similaire fut déposée l'année suivante, sans plus de succès, par John M. Coffee, représentant de l'État de Washington.

[8] « *The reasons why an American retains the position as president of this Bank being used to further the designs and purpose of Axis powers* », cité par Higham p. 11.

[9] L'auteur évite ici de développer le rôle économique et financier de Prescott Bush (grand-père de l'actuel président George W. Bush). Voir « **Les Bush et Auschwitz** » par Thom Saint-Pierre, *Voltaire*, 3 juin 2003. NdlR.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Levée de bouclier contre le retrait de Gaza

Analyse

Depuis les années 90 et l'effondrement de l'URSS, la tactique des États-Unis vis-à-vis de la Russie vise à l'empêcher de redevenir « un empire », pour reprendre l'expression de Zbigniew Brzezinski. Pour cela, Washington a soutenu, et soutient encore, l'adhésion des anciens pays du bloc communiste dans l'OTAN et dans l'Union européenne. Cette stratégie est désormais étendue aux anciennes républiques soviétiques, telles que l'Ukraine ou la Géorgie.

La Biélorussie fait figure d'exception dans ce paysage car elle a, jusqu'ici, résisté aux tentatives de déstabilisation et parce qu'elle affiche sa volonté claire de se rapprocher toujours davantage de la Russie. Le président biélorusse, Aleksandr Loukachenko, a déclaré lors de la remise des lettres de créance du nouvel ambassadeur russe à Minsk qu'il espérait qu'il serait le dernier à occuper ce poste car la réunification est en marche. Sur le site *Strana.ru*, le célèbre politologue biélorusse Alexandre Fedouta ne partage pas cet optimisme. Il pointe un certain nombre de problèmes empêchant la Biélorussie de s'unir à la Russie. D'après lui, l'économie biélorusse est trop centralisée par rapport à celle de sa grande voisine. En outre, l'attrait de Loukashenko pour le pouvoir l'empêche de prendre les mesures nécessaires à l'unification s'il pense qu'elles pourraient le desservir. Aussi le politologue se montre réservé sur une possible union en 2008 pronostiquée par Pavel Borodine, le secrétaire d'État de l'Union Russie-Bélarus.

Le « containment » russe ne passe pas que par l'Europe, cette stratégie est également appliquée dans le Caucase où les anciennes Républiques soviétiques subissent des « révolutions colorées » et où les Russes font face à la guerre en Tchétchénie. Ce conflit est présenté en Occident comme une guerre d'indépendance, mais pour les Russes, il s'agit d'une entreprise de déstabilisation étrangère. C'est ce point de vue qu'Ilya Chabalkine, porte-parole

du Commandement des Forces russes du Nord Caucase et général du FSB, énonce, toujours dans *Strana.ru*. Il accuse l'Arabie saoudite et le Royaume-Uni de financer et d'aider les mercenaires étrangers qui combattent les forces armées russes. Prenant l'exemple d'un journaliste britannique tué en Tchétchénie et dont personne n'a réclamé le corps, il affirme que le MI-6 est présent dans la région.

La presse britannique ne relaye pas ces accusations graves, et ce d'autant moins qu'elle est aujourd'hui fixée sur la campagne des élections législatives du 5 mai prochain.

Le quotidien de la gauche britannique, le *Guardian*, poursuit ses attaques contre Tony Blair en donnant la parole à ses adversaires lors de la guerre d'Irak. George Galloway, à la tête de la Respect coalition, affirme qu'on ne peut pardonner à Blair le massacre dont il est responsable. Il appelle donc les électeurs à empêcher la prochaine guerre, à laquelle les Britanniques devraient s'associer en cas de réélection des alliés de George W. Bush, en rejetant le vote travailliste. Il estime d'ailleurs que même si les travaillistes gagnaient, Blair perdrait son poste au profit de Gordon Brown. Le Premier ministre britannique se défend dans *The Independent*. Il réaffirme que la guerre d'Irak était justifiée puisqu'elle a permis la chute d'un tyran. Toutefois, sachant qu'il ne peut plus convaincre les électeurs sur ce point, il passe vite à un autre argument : s'il n'est pas réélu, les conservateurs prendront le pouvoir. Or, non seulement ils auraient agis comme lui en Irak, du propre aveu de leur dirigeant Michael Howard, mais en plus ils auraient une politique économique que les électeurs redoutent. Dans ses conditions, le *New Labour* doit être considéré comme un moindre mal. « Au secours, la droite revient » tient lieu de justification.

De son côté, le quotidien français *Libération* diffuse un texte écrit par Salman Rushdie avant la publication du programme travailliste dans *The Telegraph*. Il affirme que la guerre d'Irak est grave, mais ne le dissuadera pas de voter travailliste. Selon lui, le Premier ministre a certes causé un massacre -il n'aurait pas dû suivre George W. Bush-, mais il était de bonne foi et il ne doit pas être condamné pour ça. Il affirme en revanche que si les travaillistes gardent leur projet condamnant les incitations à la haine religieuse, alors ils auront cédé aux islamistes et ils ne devront plus compter sur sa voix. Ce projet a été réintroduit dans le programme travailliste et a permis au *New Labour* pour obtenir le soutien du Conseil des musulmans de Grande-Bretagne malgré la guerre d'Irak. Avant ce ralliement, les sondages annonçaient que les travaillistes étaient près de perdre la moitié de leurs électeurs musulmans au profit du parti libéral-démocrate.

Loin de ce débat où les partisans du Premier ministre britannique enjolivent la situation en Irak, l'archevêque de Bassora, Gabriel Kassab affirme dans une interview accordée au quotidien autrichien *Die Presse* que la guerre n'a pas amélioré le sort des Irakiens. Malgré la levée de l'embargo de l'ONU, les populations d'Irak n'ont pas vu de changement dans leur vie quotidienne hormis la montée de l'insécurité.

Autre allié de George W. Bush, Ariel Sharon fait lui aussi face à des difficultés politiques dans son pays. Cependant, le Premier ministre israélien n'est cette fois pas menacé par la gauche, mais par son extrême droite. En effet, pour certains extrémistes parmi les extrémistes, le plan de retrait de Gaza est une

abomination. Car, bien qu'il serve les intérêts sionistes, puisqu'il organise unilatéralement un échange de territoires pour rendre Israël plus sûr, il passe par l'abandon de territoires conquis.

Daniel Mandel, du Middle East Forum, publie un texte dans le *Boston Globe* où l'on reconnaît la pâte de son maître, Daniel Pipes, y compris dans le style et la construction. Il affirme que le retrait de Gaza serait un soutien tacite aux « terroristes » et il appelle l'administration Bush à y faire barrage. Natan Sharansky, ministre de la Diaspora et de Jérusalem, proche de l'administration Bush, a claqué la porte, refusant de cautionner ce plan. Le *Jerusalem Post* publie sa lettre de démission. Fidèle à la rhétorique « démocratique » qu'il a enseigné à l'administration Bush, il estime que l'Autorité palestinienne aurait dû se démocratiser avant tout retrait de territoire et prétend ne plus pouvoir cautionner l'action du gouvernement.

L'analyste arabe britannique, Khalid Hroub, dénonce l'hypocrisie de la rhétorique de la démocratisation dans le *Daily Star*. Il n'y a pas de démocratisation. Les pays arabes se rapprochent d'Israël pour plaire à Washington contre l'avis de leurs peuples. Les États-Unis affirment favoriser les élections, mais n'acceptent que celles qui aboutissent aux victoires de leurs candidats et prétendent soutenir la liberté de la presse tout en censurant Al Jazeera quand les reportages de la chaîne ne leur sont pas favorable. La démocratisation n'est qu'une farce qui ne deviendra crédible que lorsque Washington aura cessé de soutenir l'occupation israélienne des territoires palestiniens ; l'occupation étant l'incarnation même du mépris de la volonté populaire. Dans le même quotidien, l'ancien sous-secrétaire à la Défense états-unien, Edward S. Walker, balaye ces arguments : les États-Unis font le Bien, leur politique est altruiste, mais les Arabes ne la comprennent pas car ils restent coincés dans des stéréotypes paranoïaques. Il convient donc de donner une meilleure image des États-Unis en favorisant les échanges entre les élites et les leaders d'opinion arabes et les États-Unis. Bref, il faut davantage investir dans la formation des élites atlantistes arabes de demain.

Réseau Voltaire

Alexandre Fedouta



Docteur en philologie, Alexandre Fedouta est un célèbre politologue biélorusse.

« Loukachenko ne veut pas payer le prix de l'intégration »

Source : Strana.ru

Référence : « », par Alexandre Fedouta, *Strana.ru*, 30 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Loukachenko a déclaré qu'il espérait que le nouvel ambassadeur russe dans son pays soit le dernier, parce que l'union avec la Russie est en bonne voie. Il est en campagne électorale et il a l'intention de gagner les élections prévues pour le 20 juin 2006. Pour gagner, il lui faut réussir cette intégration, malheureusement il

n'y a pas d'avancée réelle et visible. **Poutine** et Loukachenko ont parlé d'union mais ils ont précisé qu'il n'était pas question d'une monnaie commune et Loukachenko a donné à l'écran l'impression de ne pas vouloir s'engager ou de rejeter la paternité de cette idée. Personne n'a encore expliqué publiquement les différentes conceptions de l'acte constitutionnel et je doute que cela se fasse avant les commémorations du 8 mai. Les deux parties ont conscience que le processus peut échouer.

Loukachenko a tout fait pour que ce soit Poutine qui paye le prix de cette intégration si elle vient à échouer. C'est lui qui a coupé le gaz, d'après le président biélorusse, c'est Poutine qui s'est conduit « comme un terroriste » vis-à-vis du peuple frère quand il a demandé une concrétisation de cette question de l'intégration. Le véritable problème réside dans l'intégration des économies, dans la compatibilité des modèles économiques. Pour la Russie, cela signifie revenir en arrière, vers la centralisation alors qu'elle ne peut pas se permettre de revenir au socialisme. La Biélorussie peut faire un pas vers la Russie mais Loukachenko ne veut pas que l'économie de son pays lui échappe des mains. **Pavel Borodine** a pronostiqué une union en 2008 avec à sa tête le président actuel de la Russie. Je ne sais pas dans quelle mesure il est compétent pour répondre dans ce cas précis, mais je sais que ses pronostics se réalisent rarement.

Ilya Chabalkine



Ilya Chabalkine est porte-parole du Commandement des Forces russes du Nord Caucase et général du FSB.

« Les mercenaires éliminés ces derniers temps étaient des citoyens turcs, canadiens, algériens et anglais »

Source : Strana.ru

Référence : « », par Ilya Chabalkine, *Strana.ru*, 29 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Les États-Unis viennent de reconnaître officiellement qu'il y a des mercenaires étrangers en Tchétchénie, financés aussi de l'étranger. C'est ce que nous disons depuis longtemps. Nous ne connaissons pas leur nombre exact, mais plus d'une dizaine d'instructeurs étrangers ont été éliminés. Ils venaient essentiellement de Turquie, du Canada, d'Algérie et du Royaume-Uni. Les pays arabes comme l'Arabie saoudite et l'Algérie sont les plus présents en Tchétchénie. D'après nos données, des ressortissants de 52 pays ont séjourné dans le pays depuis le début de l'insurrection. Le dernier Afghan abattu, Abu Saïax, avait combattu avec Khattab au Tadjikistan. Les Saoudiens et les Jordaniens occupent les échelons supérieurs, au milieu on trouve des Algériens ou des Européens d'origine algérienne, ensuite viennent les Turcs, les Africains et les Pakistanais qui sont des spécialistes en explosifs, des snipers ou autres. La présence de ces étrangers est due au fait que ces actions terroristes sont financées de l'étranger et qu'il ne s'agit pas d'une guerre véritable.

Ils utilisent des courriers pour franchir les frontières avec des petites sommes, 1000 ou 2000 dollars, qu'ils réunissent ensuite. Le conseil des Cheikh (l'organe de direction des Frères musulmans, basé en Arabie saoudite) donne entre 500

000 et 2 millions de dollars toutes les deux ou trois semaines selon les besoins. Les mercenaires étrangers ne sont pas tous des wahhabites, il y a aussi des croyants traditionnels que l'on a trompés et qui ne connaissaient pas la situation en Tchétchénie. Ils sont souvent recrutés dans les mosquées en Europe, à Londres par exemple, ensuite ils sont entraînés et tous dotés d'une spécialité militaire.

Je pense que les services spéciaux étrangers leur apportent une aide technique et logistique. On le voit à leurs méthodes. L'un des mercenaires tués, appelé Abou Yakoub, avait été capitaine dans les forces armées en Arabie saoudite et membre des services spéciaux, c'est simplement ensuite qu'on a déclaré qu'il avait été renvoyé. D'anciens militaires turcs ont aussi été supprimés. En 2002, un journaliste anglais avait été tué avec une bande armée en tentant de pénétrer en Tchétchénie ; ni sa famille ni le gouvernement anglais ne l'ont jamais reconnu. Je soupçonne fortement qu'il ait été un membre des services secrets.

George Galloway



George Galloway est député de Glasgow et commentateur pour le *Scottish Mail*. Il a été exclu du New Labour suite à son opposition à la politique étrangère de Tony Blair et à une campagne de diffamation organisée par le groupe de presse Hollinger.

« Ce sont les derniers jours de Blair »

Source : The Guardian

Référence : « These are Blair's last days », par George Galloway, *The Guardian*, 3 mai 2005.

La première fois que j'ai traité **Tony Blair** de menteur, le journaliste de la BBC n'en est pas revenu. Nous étions au printemps 2002. Aujourd'hui, tout le monde est d'accord avec moi. Quel que soit le résultat de l'élection, nous assistons aux derniers jours de Tony Blair. Il est aux abois et il s'apprête à être remplacé par **Gordon Brown** à la tête des travaillistes.

Blair a menti et plus de 100 000 personnes en sont mortes. C'est le grotesque prix du sang de la « relation spéciale » de Blair avec **George W. Bush**. Depuis, aucune des actions entreprises en Irak n'a mené à autre chose qu'à une impasse ou n'a réussi à faire reculer la résistance à l'occupation. L'avalanche de fuites dans la presse britannique démontre qu'au sein même de l'*establishment* britannique, beaucoup considèrent que Blair doit payer pour ce qu'il a fait. Il a menti au Parlement mais aussi à l'armée, c'est un traître.

Si tous les caniches du parti travailliste sont réélus, pourquoi apprendraient-ils de nouveaux tours ? Quel sera le poids de la démocratie ? Dans quelle nouvelle guerre la « relation spéciale » nous entraînera-t-elle ? Aujourd'hui, on nous affirme que la guerre est peut-être illégale mais qu'elle a permis de chasser un tyran. C'est oublier un peu vite les morts, les crises ethniques et religieuses et la poussée fondamentaliste que la guerre a provoqué. La Guerre d'Irak est la pire calamité dans notre politique étrangère de notre histoire récente. Blair restera historiquement lié à l'Irak et à sa trahison.

Tony Blair



Tony Blair est le Premier ministre travailliste britannique.

« Cette élection porte sur des questions plus importantes que la guerre ou moi »

Source : The Independent

Référence : « This election is about more than the war - or me », par Tony Blair, *The Independent*, 3 mai 2005.

Ce journal et beaucoup de ses lecteurs ont connu un grand désaccord avec moi à propos de l'Irak. Ce différend sera sans doute pour une grande part dans la décision que prendront certaines personnes lors du vote de jeudi. Je réalise que beaucoup pensent que l'action militaire en Irak était erronée, mais je ne m'excuserai pas car je considère toujours avoir eu raison d'avoir pris cette décision. J'ai pensé que participer à cette guerre était la meilleure solution pour la Grande Bretagne, la région ainsi que le monde et je le crois toujours. Compte tenu de ses violations répétées des résolutions de l'ONU, j'avais le choix entre renverser Saddam Hussein et le maintenir au pouvoir. J'ai choisi de le renverser et après une semaine d'attaque des conservateurs sur ce sujet, Michael Howard a admis qu'il aurait fait pareil que moi.

Charles Kennedy a déclaré qu'il aurait choisi l'autre option. Cela n'aurait fait que renforcer Saddam Hussein et affaiblir la communauté internationale. Aujourd'hui, il serait toujours au pouvoir à Bagdad. Quoi qu'en dise Charles Kennedy toutefois, cette élection ne concerne pas que la guerre. La grande question est : quel gouvernement voulons-nous ? Quelle politique choisirons-nous pour nos vies ? Les conservateurs n'ont pas de projets, mais ils essayent de le masquer derrière les attaques. Ils espèrent gagner le pouvoir en convainquant les électeurs travaillistes de s'abstenir ou de voter pour les Libéraux. C'est une tentation que des lecteurs de ce journal ont peut-être. Les sondages ne comptent pas car il suffit qu'un électeur travailliste sur dix suive ce mouvement pour que nous ayons un gouvernement conservateur. Voter pour les Libéraux, c'est voter pour un gouvernement conservateur.

Je sais que beaucoup de vos lecteurs ne veulent pas d'un gouvernement Howard.

Salman Rushdie



Salman Rushdie est auteur et essayiste. Il a longtemps vécu sous le coup d'une condamnation

« L'honneur perdu du roi Tony Blair »

Source : The Telegraph (Inde)

Référence : « King Tony's Reign », par Salman Rushdie, *The Telegraph*, 14 avril 2005.

« L'honneur perdu du roi Tony Blair », *Libération*, 3 mai 2005.

Les Britanniques sont fascinés par les couples royaux et quand les Windsor perdent de leur éclat, ce sont les couples de rock star, de sportifs, d'acteurs ou de milliardaires qui occupent les unes des journaux. La fascination pour les longs règnes semble également s'être étendue au domaine politique et ils

à mort du pouvoir religieux iranien pour son ouvrage *Les Versets sataniques*.

semblent aimer qu'un parti occupe longtemps le pouvoir. Aujourd'hui, le nouveau parti travailliste de **Tony Blair** s'apprête à remporter pour la troisième fois les élections avant, peut-être et au grand désarroi de ses adversaires, d'en gagner une quatrième.

La suprématie du roi Blair est des plus remarquables, si l'on considère à quel point cet homme est détesté. Il a été très populaire en 1997, ne l'est plus mais son caractère reste une énigme. Dès le début, nous savions qu'il était un homme contradictoire, chef d'un parti social-démocrate qui ne prononce jamais le mot « socialisme » et qui parle de la liberté de marché en des termes qu'aucun Premier ministre conservateur n'aurait renié, mais qu'aucun dirigeant travailliste n'avait employé avant lui. Cela m'avait vaguement inquiété en 1997, mais nous étions alors en pleine lune de miel avec le *New Labour* et j'ai préféré ne pas y penser. Aujourd'hui, beaucoup de ses partisans continuent à avoir l'attitude que j'avais en 1997 et lui laissent tout faire.

En 1997, quoi qu'il dise, quoi qu'il fasse, il disposait d'une aura de pop-star. Lors de sa première conférence au parti, juste après son élection, *The Economist*, qui couvrait l'événement, cita un observateur anonyme faisant remarquer que « *Blair pourrait annoncer qu'il vient de massacrer son fils, il serait quand même applaudi à tout rompre* ». Aujourd'hui, Blair a bel et bien ordonné un massacre et personne ne se lève pour applaudir. Le mystère reste entier : pourquoi a-t-il accepté cette guerre ? Pourquoi a-t-il suivi la politique de **George W. Bush** et **Paul Wolfowitz** ? Il semble que Blair ait vendu son âme au diable sans même avoir rien obtenu en retour. C'est une dimension tragique du personnage, il a fait le mal en voulant faire le bien. On pourrait presque éprouver de la sympathie pour lui... s'il avait montré des remords.

On se raccroche désormais au manifeste du Parti travailliste comme un dernier semblant d'espoir. Depuis le 11 septembre, les politiques britanniques et américaines sont liberticides. Si cette tendance devait être poursuivie, il faudrait alors que les partisans travaillistes fassent tout pour déloger Blair du pouvoir. Dans mon cas, la création d'un délit « d'incitation à la haine religieuse » serait la goutte d'eau qui ferait déborder le vase. Il s'agit d'une mesure qui sacrifierait la liberté d'expression et qui n'a pour seul but que de calmer les électeurs musulmans irrités par la guerre en Irak. On pourrait à la limite me persuader de voter pour un Blair fanatique du contrôle (même usé), mais certainement pas s'il est connu pour être de mèche avec les inquisiteurs religieux.

Le *New Labour* devrait comprendre que les défenseurs de la liberté d'expression constituent un réservoir d'électeurs bien plus important que les islamistes et que jouer la carte communautariste peut se révéler une stratégie dangereuse qui le ferait tomber de son trône.

Gabriel Kassab



Gabriel Kassab est archevêque chaldéen, catholique, de Bassora.

« Rien n'a changé depuis le début de la guerre »

Source : Die Presse

Référence : « Seit dem Kriegsbeginn hat sich nichts geändert », par Gabriel Kassab, *Die Presse*, 27 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Il y a aujourd'hui plus de liberté, plus de démocratie et de liberté d'expression, ce dont nous avons cruellement manqué depuis des dizaines d'années, mais nous avons aussi perdu beaucoup de choses. Nous avons perdu la sécurité et la stabilité, qui sont indispensables à un peuple pour vivre. Sur les 750 000 Chrétiens d'Irak, 200 000 ont quitté le pays ces dernières années. Il y a aussi le chômage et les attaques terroristes. Nous avons été visés, tout comme des mosquées et nous ne voulons pas être considérés comme une minorité ; notre slogan a toujours été « l'Irak pour tous et tous pour l'Irak ». Il est certain qu'il y a des tendances religieuses radicales en Irak, mais l'Église reconnaît l'islam et nous espérons que la majorité des musulmans réussira à préserver le pays du totalitarisme. Nous acceptons le fait qu'ils représentent 95% de la population et j'ai de bonnes relations avec les musulmans de Bassora. Nous avons peur des extrémistes qui ne connaissent rien à la chrétienté. Il s'agit en majorité d'étrangers, j'ai l'impression que de plus en plus de terroristes s'infiltrent en Irak.

La ville de Bassora est très abîmée, très fatiguée, il y a trop peu de médicaments, pas assez d'eau potable. Nous manquons aussi d'électricité, les écoles et les hôpitaux sont très mal approvisionnés. Rien n'a changé depuis le début de la guerre, et pourtant nous étions victimes de doubles sanctions, celles de l'ONU et celles de Saddam Hussein. Le gouvernement, les occupants militaires sont responsables. Il est inacceptable de laisser des gens par 60 degrés et 80% d'humidité sans eau et sans électricité. Nous avons espéré mener une vie normale après la guerre et nous ne voyons rien venir. La sécurité est légèrement meilleure dans le Sud mais cela peut parfois être très dangereux. Le fait d'avoir un gouvernement devrait nous faire avancer un peu.

Daniel Mandel



Journaliste et historien australien, Daniel Mandel est directeur associé du Middle East Forum de Daniel Pipes. Il est l'auteur de *H.V. Evatt and the Establishment of Israel : The Undercover Zionist*.

« Retraite de Gaza »

Source : The Boston Globe

Référence : « Retreat from Gaza », par Daniel Mandel, *Boston Globe*, 2 mai 2005.

Depuis décembre 2003, **Ariel Sharon** a surpris ses amis et ses ennemis en reprenant à son compte le projet de désengagement de Gaza. Il s'agissait d'une idée qu'il avait combattue quand elle provenait de son adversaire travailliste à l'élection de janvier 2003, moins d'un an auparavant. Pour beaucoup d'analystes, ce retrait va être considéré par les Arabes comme une victoire et comme un signe de faiblesse de la part d'Israël. Si cette analyse est juste, alors le retrait de Gaza est une victoire du terrorisme.

D'après les partisans du plan Sharon, ce retrait permettra de raffermir les défenses d'Israël et de reprendre l'initiative face aux Palestiniens. Il est vrai qu'avec ce retrait, Tsahal ne perdra plus de ressources considérables à protéger des colonies juives isolées, mais elle ne patrouillera plus non plus dans la bande de Gaza et les terroristes y auront les mains libres. Ils se sentiront encouragés, c'est déjà ce que démontrent les déclarations des dirigeants du **Hamas**. En outre, malgré ce retrait, les pressions internationales sur Israël s'intensifient. En effet, les défenseurs de la « feuille de route » (l'Union européenne, l'ONU, la Russie et le **département d'État**) ne s'arrêteront que lorsqu'ils auront obtenu la création d'un État palestinien, sans pour autant exiger des Palestiniens quoi que ce soit.

Peu importe les justifications israéliennes, seuls les faits comptent. Aussi, les États-Unis ne devraient pas soutenir une politique qui affaiblit leur meilleur allié au Proche-Orient et renforce les terroristes.

Natan Sharansky



Ancien dissident soviétique, Natan Sharansky est président et fondateur du parti Yisrael B'Aliyah Anglos qui a rejoint

« Pourquoi je quitte votre gouvernement »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Why I am quitting your government », par Natan Sharansky, *Jerusalem Post*, 3 mai 2005.

Cher Monsieur le Premier ministre,

Je vous écris pour vous faire part de ma démission du poste de ministre de la Diaspora et de Jérusalem dans votre gouvernement. Comme vous le savez, je suis opposé au désengagement de Gaza car je considère que toute concession dans le processus de paix doit être accompagné de réformes démocratiques. Or, le plan de désengagement ne s'accompagne d'aucune réforme démocratique. Il

le Likoud. Ancien ministre de la Diaspora et de Jérusalem du gouvernement d'Ariel Sharon, il a démissionné pour marquer son opposition au plan de retrait de Gaza.

ne fait donc que renforcer le terrorisme. En quoi notre départ de Gaza va-t-il renforcer la démocratie ou aider au démantèlement des organisations terroristes ?

Le principe fondateur du désengagement est la croyance qu'en quittant Gaza, nous allons laisser derrière nous les problèmes de Gaza. Or, le seul vrai moyen de régler ces problèmes est de soutenir une société démocratique palestinienne. Bien sûr, cela prendra du temps. Le retrait de Gaza est une tragique erreur qui gâche l'opportunité offerte par le changement advenu à la tête de l'Autorité palestinienne.

Les événements en Ukraine, au Kirghizistan, au Liban et en Égypte montrent la force des transformations démocratiques. Pourtant, de façon paradoxale, Israël, seule démocratie de la région, ne croit pas assez en la puissance de la liberté. Outre ces inquiétudes, je redoute la façon dont le gouvernement organise le retrait, car cela divise la société israélienne.

Compte tenu de la solidarité gouvernementale nécessaire, je ne peux plus participer à votre gouvernement, Monsieur le Premier ministre, même si je continue à défendre ce que nous avons fait ensemble.

Khaled Hroub



Khaled Hroub est directeur du Cambridge Arab Media Project et auteur de *Hamas : Political Thought and Practice*.

« Abandonner la Palestine et se concentrer sur la réforme arabe est hypocrite »

Source : Daily Star

Référence : « Abandonning Palestine and focusing on Arab reform is hypocritical », par Khaled Hroub, *Daily Star*, 3 mai 2005.

Les Tunisiens sont descendus dans la rue en février pour protester contre la visite programmée d'Ariel Sharon en Tunisie, en novembre 2005, à l'invitation du président Ben Ali. Cette invitation est une décision non démocratique du pouvoir tunisien, prise contre la volonté du peuple. En la prenant, Ben Ali espérait réduire les pressions des États-Unis après l'élection d'octobre 2004 qui l'a vu réélu avec 95 % des voix par le président sortant grâce à des amendements constitutionnels et à des mesures de sécurité draconiennes. Les Égyptiens, Marocains, Jordaniens, Omanais et Mauritaniens manifestent fréquemment, eux aussi, pour contester la normalisation des relations de leur pays avec Israël afin d'apaiser les États-Unis.

Malgré ces mouvements, l'administration Bush refuse de lier la démocratisation du monde arabe et le règlement de la question israélo-palestinienne, affirmant qu'il s'agit de deux questions séparées. Pourtant, pour beaucoup d'Arabes, la démocratisation ne pourra advenir qu'après le règlement de la question palestinienne. Tant que cette question ne sera pas réglée, la « démocratisation » sera perçue comme une politique hypocrite. Les raisons de ce scepticisme arabe sont à aller chercher dans les paradoxes de la politique américaine : les États-Unis veulent des gouvernements démocratiques, mais comment réagiraient-ils à un gouvernement islamiste issu des urnes ? Ils soutiennent les médias libres dans le monde arabe, mais ils tentent de censurer Al Jazeera. Enfin, ils

soutiennent l'occupation israélienne alors qu'une occupation est par essence antidémocratique.

Les régimes arabes ont bien compris pour leur part qu'en normalisant les relations avec Israël, ils pouvaient résister aux pressions états-uniennes et instaurer des régimes à la jordanienne ou à la marocaine, c'est à dire des régimes adoptant des réformes cosmétiques pour emballer des règles autoritaires.

Edward S. Walker



Ancien vice secrétaire d'État pour les affaires proche-orientales et ancien ambassadeur à l'ONU, aux Émirats arabes unis, en Égypte et en Israël, Edward S. Walker est président Middle East Institute.

« Quelques idées pour un meilleur dialogue états-uno-arabe »

Source : Daily Star

Référence : « Some ideas for better U.S.-Arab dialogue », par Edward S. Walker, *Daily Star*, 3 mai 2005.

Depuis deux ans, les chercheurs du Middle East Institute de Washington et du Al Ahram Center du Caire travaillent ensemble pour examiner les crises dans les relations états-uno-arabe. Nous avons souvent découvert que nous avons des valeurs et des objectifs nationaux communs. Pourtant, notre dialogue est souvent marqué par la colère, la frustration et l'incompréhension, preuves de tensions développées entre nos sociétés. Pour nos amis arabes, cette situation est la conséquence des politiques états-uniennes en Irak et en Palestine, mais en réalité ce n'est pas la seule cause. Nos cultures respectives et nos stéréotypes croisés nous poussent à la méfiance réciproque.

Cette méfiance est observable dans la politique de démocratisation du monde arabe. Les États-Unis pensent agir positivement, mais les Arabes pensent que cette politique vise à développer davantage l'influence américaine et israélienne dans la région. Toutes nos politiques dans la région sont suspectes a priori pour les Arabes. Pourtant, il y a des questions qui exigent notre coopération. Mais cela ne pourra pas avoir lieu tant que les Arabes nous croiront sourds à leurs préoccupations, et tant que nous les verrons comme liés au passé et accusant toujours les autres de leurs problèmes. Cette difficulté de compréhension ne se règlera pas que par la diplomatie publique.

Il faut multiplier les échanges entre chercheurs, universitaires, politiciens, dirigeants d'ONG, etc. Les médias devraient faire des échanges pour produire des reportages sur chacun des deux mondes et des deux cultures. Les mondes du divertissement devraient également s'intéresser l'un à l'autre. Il faut également mettre en place un dialogue interreligieux.